

Camarades

de chez Renault

En lançant l'appel à la grève générale, seul moyen d'obtenir les 10 francs, nous nous étions faits les interprètes de la volonté de la majorité des travailleurs de chez Renault. Le vote de vendredi dernier en a donné confirmation.

Par un deuxième tract, nous avons appelé les travailleurs de la région parisienne à se solidariser avec nous, à se mettre en grève à leur tour. Car notre revendication doit être GARANTIE.

Or, la reconnaissance LEGALE du MINIMUM VITAL, c'est-à-dire le calcul du salaire suivant l'indice des prix (échelle mobile), ne peut être obtenue que par un mouvement d'ensemble des travailleurs, comme en juin 36. L'offre d'une aumône quelconque pour calmer notre mécontentement n'aurait d'autre effet, si nous l'acceptons, que de prolonger la situation de plus en plus insupportable où se trouvent les travailleurs et, en particulier, les travailleurs de chez Renault.

Or, notre lutte est en danger. L'Union des Syndicats de la métallurgie a repris, en paroles, à son compte, notre revendication; mais seulement pour empêcher les autres usines de se mettre en grève. La preuve en est que le bureau de la C.G.T. se rallie aux arguments de M. Ramadier et prétend qu'« une revalorisation générale des salaires provoquerait la hausse des prix ».

En réalité, ce sont les dépenses ruineuses de l'Etat qui provoquent l'inflation. M. Ramadier, qui fait fonctionner la planche à billets pour couvrir, en partie, ces dépenses, veut en même temps en rendre responsable la classe ouvrière. La classe ouvrière, voilà l'ennemi pour ceux qui parlent au nom des capitalistes. La classe ouvrière doit non seulement supporter tous les sacrifices qu'on